



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le

08 AVR. 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la société DELORME SAS pour la carrière
qu'elle exploite au lieu dit « **Boncavai** » sur
sur le territoire de la commune de Mornas (84550)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L. 171-7, L. 511-1 et L. 512-1,
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le décret du 9 mai 2018 publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, préfet de Vaucluse ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières.
- VU l'arrêté préfectoral n°SI2011-04-05-0040-DDPP du 5 avril 2011 autorisant la société SMV DELORME à exploiter une carrière de sables siliceux au lieu-dit « Boncavai » sur la commune de Mornas,
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU le rapport de visite de l'inspection des installations classées en date du 19 mars 2020, transmis par courrier à l'exploitant à la suite de l'inspection sur site le 5 mars 2020,
- VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 19 mars 2020, informant l'exploitant des suites administratives proposées conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 5 mars 2020 sur le site de carrière, au lieu-dit « Boncavai » sur la commune de Mornas, l'inspecteur de l'environnement a constaté sur le site la présence d'une installation classée pour la protection de l'environnement de type carrière, comportant une zone d'extraction d'une superficie de 5 000 m² environ ;

CONSIDÉRANT que la zone d'extraction précitée se trouve sur la parcelle cadastrée n°93 et sur une partie des parcelles cadastrées n°90, 91 et 92 de la section B de la commune de Mornas, et que ces parcelles ne font pas partie du périmètre autorisé par l'arrêté du 5 avril 2011 susvisé, qui autorise la société DELORME SAS à exploiter une carrière sur le site de « Boncavai » sur la commune de Mornas,

CONSIDÉRANT que, l'installation classée visitée le 5 mars 2020 est exploitée sans l'autorisation requise pour la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière », en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que par ailleurs, l'exploitation par la société DELORME SAS de la zone de 5 000 m² environ précitée est également confirmée par les divers plans de situations fournis par l'exploitant, tels que le plan de situation de la carrière au 25 février 2019, qui mentionne que cette zone a été extraite en 2015,

CONSIDÉRANT que l'exploitation en tant que carrière de la zone de 5 000 m² environ précitée, sans l'autorisation requise, ne permet pas de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DELORME SAS, exploitant de cette installation classée pour la protection de l'environnement, de régulariser sa situation administrative,

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1er :

La société DELORME SAS, ci-après nommée l'exploitant, dont le siège est situé « 375, allée du Lubéron - ZA Prato III » à PERNES LES FONTAINES (84210), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de ses activités implantées sur la parcelle cadastrée n°93 et sur une partie des parcelles cadastrées n°90, 91 et 92 de la section B de la commune de Mornas, soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture, conforme aux

dispositions des articles R. 181-1 et suivants du code de l'environnement pour la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- en cessant les activités et en procédant à la remise en état prévue par le code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans **un délai d'un mois**, à compter la notification du présent arrêté, l'exploitant devra faire connaître laquelle des deux options il aura retenue ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans **un délai de trois mois** à compter la notification du présent arrêté et, dans le même délai, un dossier doit être déposé décrivant les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité et la remise en état du site, conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'exploitation, l'exploitant fournira, dans **un délai d'un mois** à compter la notification du présent arrêté, les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier, ce dernier sera déposé dans **un délai de six mois** à compter la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société DELORME SAS.

Article 3 :

Dans le cas où l'une de ses obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société DELORME SAS, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4 :

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 5 :

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Mornas, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYOT